



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA NIÈVRE

Préfecture de la Nièvre Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel
et des moyens

Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

N° 2012-P- 7300

ARRÊTÉ

mettant en demeure Maître Aurélie LECAUDEY, en sa qualité de mandataire judiciaire en charge de la liquidation judiciaire de la SAS COLLECTOIL, implantée sur le territoire de la commune de PRÉMERY (Nièvre), de réaliser toutes les mesures prévues à la mise en sécurité du site de ladite société, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement

**Le préfet du département de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, livre V, et notamment son article L.514-1, 1^{er} alinéa,
- VU** la nomenclature des installations classées constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** les articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement régissant la mise à l'arrêt définitif et la mise en sécurité d'une installation classée soumise à autorisation,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2010-P-2060 du 9 août 2010, autorisant la société COLLECTOIL à exploiter une unité chimique de production d'ester méthylique d'huiles végétales (biocarburants et/ou biolubrifiants), à partir d'huiles végétales neuves, recyclées ou usagées et de matières grasses d'origine animale, sur le territoire de la commune de PRÉMERY (Nièvre),
- VU** le bilan environnemental, rédigé en avril 2011, par le bureau d'études PÉRICHIMIE Environnement, faisant ressortir l'état des lieux du site de ladite société après redressement judiciaire,
- VU** la correspondance en date du 11 mai 2011 de Maître Aurélie LECAUDEY, désignée en tant que représentant légal de la société COLLECTOIL dans le cadre de la conversion en liquidation judiciaire prononcée par jugement du tribunal de commerce de NEVERS le 4 mai, délibérée le 11 mai 2011, notifiant la cessation définitive des activités de production de biocarburants à PRÉMERY,

VU le rapport préliminaire, rédigé en octobre 2011, par le bureau d'études LÉCÈS, présentant un nouvel état des lieux du site après sa fermeture définitive et déclarant la mise en sécurité des installations avec en particulier l'évacuation d'une partie des déchets dangereux encore présents *in situ*,

VU la proposition de suite établie par Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, inspecteur des installations classées, en date du 16 avril 2012,

CONSIDÉRANT que, par jugement en date du 5 janvier 2011, le tribunal de commerce de NEVERS a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la SAS COLLECTOIL, exploitée 3 rue Auguste Lambiotte à PRÉMERY (Nièvre) et a désigné Maître GORINS en qualité d'administrateur judiciaire avec mission d'assistance et Maître Aurélie LECAUDEY en qualité de mandataire judiciaire,

CONSIDÉRANT que, dans un second jugement, en date du 4 mai, délibéré le 11 mai 2011, le tribunal a converti le précédent jugement en liquidation judiciaire et a désigné Maître Aurélie LECAUDEY en qualité de mandataire judiciaire,

CONSIDÉRANT que Maître Aurélie LECAUDEY en tant que représentant légal de la société COLLECTOIL a notifié par courrier du 11 mai 2011, susvisé, la mise à l'arrêt définitive du site,

CONSIDÉRANT que le rapport du bureau d'études LÉCÈS susvisé, envoyé le 8 novembre 2011 à la préfecture de la Nièvre, ne présente pas les caractéristiques d'un mémoire de cessation d'activité au regard de la réglementation en vigueur,

CONSIDÉRANT que le rapport du bureau d'études ne comporte pas tous les justificatifs sur l'élimination des déchets dangereux,

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors de la visite du 14 mars 2012, par l'inspection des installations classées, la présence d'une importante quantité de produits dangereux, notamment des produits liquides stockés à l'air libre, sur une aire de rétention dont le fond a été volontairement détérioré, empêchant ainsi de retenir tout écoulement et/ou fuite accidentelle, contrairement à ce qui a été notifié et précisé dans la lettre du 11 mai 2011 de Maître LECAUDEY et dans le rapport préliminaire, rédigé en octobre 2011, par le bureau d'études LÉCÈS, susvisés,

CONSIDÉRANT que les dispositions portant sur la mise en sécurité de ce site n'ont pas été respectées, concernant plus spécialement les mauvaises conditions de stockage de produits avérés dangereux encore présents dans certaines installations et, qu'en l'absence de surveillance effective de l'entreprise depuis sa fermeture en 2011, il y a lieu d'être particulièrement vigilant sur les risques potentiels que pourrait présenter ce site à l'état d'abandon,

CONSIDÉRANT que face à cette situation, les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment en ce qui concerne les dangers ou inconvénients, la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la protection de la nature et de l'environnement, ne sont pas garantis en toutes circonstances,

CONSIDÉRANT que, selon l'article L.514-1, 1^{er} alinéa, du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

CONSIDÉRANT que selon le jugement en contentieux du conseil d'État n° 236 901 du 3 décembre 2003, par lequel le recours d'un mandataire judiciaire a été rejeté dans une affaire similaire sur un « site et sol pollués », au sens de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire ne fait pas obstacle à la mise en œuvre par le préfet des pouvoirs, notamment de police administrative, dont il dispose, en vue de la remise en état d'un site,

CONSIDÉRANT qu'un délai d'un mois est jugé suffisant pour satisfaire aux conditions imposées au représentant légal de l'exploitant aux prescriptions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement susvisé,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,

A R R Ê T E

ARTICLE 1- PRESCRIPTIONS

En application de l'article L.514.1 1^{er} alinéa du code de l'environnement, Maître Aurélie LECAUDEY, mandataire judiciaire, représentant légal de la SAS COLLECTOIL, est mise en demeure de respecter, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement (mise en sécurité du site, évacuation de tous les déchets dangereux restants, etc...),

ARTICLE 2- SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant légal de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1, 1^{er} alinéa, - 1°, 2° ou 3° du code de l'environnement.

ARTICLE 3- DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Dijon) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 4- NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant ou son représentant légal.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de PRÉMERY et tenue à la disposition du public. Un extrait comportant notamment toutes les prescriptions du présent arrêté sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

ARTICLE 5- EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Une copie de présent arrêté, notifié par la voie administrative à Maître Aurélie LECAUDEY, sera adressée à :

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- M. le sous-préfet de COSNE-COURS-SUR-LOIRE,
- M. le maire de PRÉMERY,
- Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne,

- Mme la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- M. le directeur départemental des territoires,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le chef du SIDPC,
- M. le Président du Tribunal de Commerce de NEVERS,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le chef des subdivisions environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, de la Nièvre,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à NEVERS, le 16 MAI 2012

Le préfet

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Michel PAILLISSÉ